

Texte n° 1

Pistes de travail sur l'évaluation de nos choix de congrès et la poursuite de leur mise en oeuvre

Evaluer là où nous en sommes, c'est tout à la fois prendre en compte ce qui a évolué dans la situation du pays, mesurer ce que nous avons été capables de mettre en oeuvre, avec quels résultats, et du même coup ce qui nous reste à faire.

Les pistes de travail exposées ici s'appuient sur deux grandes séries de réflexions qui visent:

- d'une part, à caractériser les enjeux de la séquence politique qui vient de s'ouvrir avec les régionales et qui nous mène à 2012 ;
- d'autre part, à tirer les enseignements de la construction politique unitaire que nous avons engagée avec le Front de gauche.

A/ Quels sont les enjeux de la séquence politique qui nous mène à 2012 ?

1/ Le résultat des élections régionales change la donne politique

Cinq idées peuvent être soumises au débat pour caractériser la séquence que vient d'ouvrir le résultat des élections régionales.

a/ Première idée: Notre peuple est à bout.

L'approfondissement de la crise, le développement de la précarité, l'incertitude du lendemain, la peur de tomber dans l'exclusion... Les signaux se multiplient, notre peuple n'en peut plus de subir les conséquences des politiques où les hommes et les femmes sont les variables d'ajustement des marchés financiers, où les inégalités sociales se creusent, où l'arrogance du pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi insupportable.

b/ Deuxième idée :La défaite de la droite

Pour la première fois depuis 2007, la droite vient de subir aux élections régionales une très sévère défaite. Elle est en difficulté manifeste. Le rejet de sa politique et l'aspiration au changement n'ont jamais été aussi forts depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Cette défaite lui a été imposée par un rassemblement à gauche, dans lequel le PCF et le Front de gauche ont compté, même si les problèmes de l'alternative restent entiers et si il faut être vigilant à un retour du vote d'extrême

droite.

c/Troisième idée: L'abstention populaire, un fait politique qui nous interpelle.

La progression élections après élections de l'abstention dans les couches les plus populaires de la population et chez les jeunes marque une inquiétante coupure entre ceux-ci et le champ politique.

Entre le doute, largement entretenu par les discours dominant, qu'une autre politique est possible et une défiance à l'égard de la gauche qui se nourrit des échecs de la social démocratie et des nôtres, les hommes et les femmes qui ont le plus besoin que la situation change s'abstiennent massivement. Ils ne trouvent aujourd'hui dans le spectre politique une réponse à leur attente. La persistance de ce haut niveau d'abstention nous interpelle, car il n'y aura pas d'alternative s'il n'y a pas une réappropriation de la politique par l'électorat populaire.

d/Quatrième idée : cette défaite est le résultat conjugué de la crise et de la contestation grandissante des choix politiques de la droite au pouvoir.

Dix huit mois après l'explosion de la crise financière, les ravages de la crise continuent de s'étendre à tous les niveaux, provoquant angoisses et colères dans toute la société. Et si Nicolas Sarkozy tente d'exonérer de leurs responsabilités les politiques menées par sa majorité et les dirigeants capitalistes européens et mondiaux, cela devient de moins en moins crédible. La responsabilité des politiques libérales et des choix gouvernementaux dans l'approfondissement de la crise est de plus en plus clairement sur la sellette.

Les logiques de rentabilité financière qui ont conduit à la crise sont plus que jamais à l'œuvre et développent des risques nouveaux. Des centaines de milliards ont été injectés par les États dans le système bancaire, et le monde salarié continue de payer l'addition de la crise par l'explosion du chômage et de la précarité. La RGPP et les réformes gouvernementales de la santé, de l'éducation, du logement...font exploser les services publics, tandis que les décisions fiscales continuent d'enrichir les plus riches. Les grands groupes multinationaux renforcent leurs activités financières en pressurant comme jamais l'emploi et les salaires pendant que grandit l'hémorragie d'emplois dans les PME, étranglées et emportées par les restrictions du crédit.

En Europe, la Grèce, avant d'autres, est mise sous tutelle d'un super plan d'austérité conduit avec le concours du FMI. La zone euro est désormais marquée par la désunion du couple franco-allemand qui prétendait il y a quelques mois encore être plus uni que jamais face à la crise. La contradiction entre les politiques libérales menées et les intérêts des peuples éclate. La nature même de l'union européenne est un facteur de crise et l'urgence d'une refondation de la construction européenne devient évident mais les dirigeants européens s'y refusent.

Le gouvernement continue de vanter le Grenelle de l'environnement, mais Copenhague a été un fiasco.

Nicolas Sarkozy tente tout ce qu'il peut pour maintenir le cap de sa politique en France et veut aller au bout de la casse, avec en premier lieu les retraites et les attaques contre les collectivités locales. Mais la réalité est têtue: une majorité de notre peuple refuse la poursuite de ce cap. La contestation de la politique gouvernementale s'accompagne depuis des mois d'une multiplication des fronts de lutte, dans le public, dans le privé, dans des professions libérales comme la justice ou les médecins, dans le monde agricole... Nicolas Sarkozy voulait épuiser la résistance à sa politique. Il est en échec.

e/ Cinquième idée : l'espoir renaît de battre la droite en 2012 et cela va structurer le paysage social et politique dans les deux années à venir.

Cela nous place devant un double défi : contribuer de toutes nos forces à cette défaite ; et tout faire pour créer les conditions, non pas seulement de l'alternance, mais d'une véritable alternative, d'une nouvelle ère politique pour des changements structurels et durables en 2012. Nous mesurons évidemment l'ampleur du chemin qui reste à parcourir pour remplir un tel objectif compte tenu de la situation actuelle de la gauche et de l'ampleur de l'abstention politique qui a également marqué le scrutin régional.

Si nous partageons ces constats, nous aurons alors, dans les conditions nouvelles de la période, un double défi à relever : faire grandir des résistances victorieuses contre la politique de la droite dans les deux ans à venir ; et créer les conditions pour réussir 2012, c'est-à-dire battre la droite en ouvrant une réelle perspective de changement progressiste.

2/ Imposer des reculs au gouvernement en faisant grandir des idées et des projets alternatifs à sa politique.

Des colères et des fronts de lutte multiples existent dans tout le pays contre la politique gouvernementale. Ils sont parfois marqués par l'énergie du désespoir ; ils portent tous l'urgence d'un arrêt immédiat du jeu de massacre du gouvernement ou des directions d'entreprises. Mais beaucoup, et de plus en plus, portent aussi des exigences nouvelles fortes. Exigences immédiates sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et les services publics, mais aussi exigences quant à la mise en œuvre de réformes transformant profondément notre mode de développement.

Dans ce contexte, notre congrès doit nous permettre de prendre des initiatives politiques pour organiser la montée de ces mobilisations sociales et politiques face à l'immense responsabilité des politiques libérales dans l'approfondissement de la crise. En cherchant à donner des réponses à ces questions : sur quels champs agir, quelles priorités se donner, comment élever le contenu idéologique et politique de notre intervention, quelle ambition de rassemblement et de projet alternatif se donner ?

Nous mènerons en grand durant ces mois de préparation du Congrès la bataille des retraites. C'est un choix de société majeur. L'enjeu est de créer une majorité d'idées et d'action autour de propositions politiques novatrices. Nous tentons en ce sens de constituer un front de riposte inédit, un front de propositions, un front politique, social, citoyen et inter-générationnel gagnant qui, portant une ambition pour les retraites, porte une ambition pour la société toute entière.

Mais d'autres échéances sont devant nous. Une immense bataille sur l'argent est indispensable quand tant de gens n'arrivent plus à vivre. La réforme des collectivités locales, la protection sociale, la lutte contre la casse de notre industrie et de notre agriculture sont d'autres enjeux majeurs...

Sur chacun de ces Fronts nous voulons, avec des propositions, faire avancer l'exigence d'une cohérence contre la crise articulant objectifs sociaux nouveaux, moyens financiers et pouvoirs.

Dans la foulée des élections régionales, nous pourrions aussi pousser la réflexion sur ce champ d'action avec nos nouveaux conseillers régionaux. Pourquoi pas une réunion nationale de tous ces élus avant le congrès à cet effet? D'une manière plus générale, il nous faut réfléchir à la place singulière de nos élus dans la construction de ces fronts d'actions et de projets.

3/ 2012: comment réussir le changement ?

La montée de la colère et des mobilisations sociales peut créer la défaite de la droite sarkozyste en 2012. Mais si cette défaite ne débouche pas sur une véritable alternative, avec des changements structurels et durables, la gauche et le peuple français resteront perdants. C'est le double enjeu des élections présidentielles et législatives 2012. Nous voulons battre Sarkozy en créant les conditions, pour l'après Sarkozy, d'une nouvelle ère politique, sociale et démocratique. Cela ne se fera pas sans créer les conditions d'une intervention populaire et d'une majorité sur un projet de changement à gauche.

Comment y parvenir dans le cadre d'une élection présidentielle qui crée les plus mauvaises conditions pour cela ? Cette élection est tout à la fois une clé de voute des institutions et un piège, poussant à une bipolarisation rangée derrière des chefs. Comment desserrer cet étouffoir qui transforme les électeurs en supporteurs quand nous les voulons acteurs, qui vise à confisquer le débat de projet quand nous voulons qu'il domine ?

Précisément en travaillant, en lien avec le mouvement social et les luttes, au rassemblement maximum sur un projet partagé dont les idées auraient été prises en main par les gens eux-mêmes. Plus le socle de rassemblement et de projets sera large et solide, plus le choix d'une candidature présidentielle sera elle-même solide, plus cette candidature présidentielle aura de chances de résister au laminage de la bipolarisation. La désignation d'une candidature à l'élection présidentielle doit s'appuyer sur ce processus et non le précéder.

Cela ne signifie pas que le débat ne puisse pas être engagé sans tabou dès

maintenant sur toutes les questions, y compris entre les formations du Front de gauche. D'ailleurs, il l'est. Mais nous devons décider comment nous menons ce débat, à partir de quelle priorité. Nous concluons pour notre part l'ensemble de ce travail, et notamment la désignation d'une candidature lors de notre congrès de 2011.

Pour l'heure, le congrès d'étape doit décider comment et avec qui nous organisons l'énorme travail de projet sur les grandes réformes qu'une politique, des institutions, un gouvernement de changement devraient mettre en œuvre en cas de victoire de la gauche. Nous voulons travailler à élargir au maximum l'arc des forces susceptibles de travailler à un tel projet, en cherchant à faire franchir à notre démarche un saut quantitatif et qualitatif.

Il faut aussi sûrement réfléchir à la manière dont nous devons préparer les élections présidentielle et législative, en revalorisant ces dernières, pour faire dominer dans le débat la construction d'un projet et d'une majorité de changement. L'existence d'un groupe communiste et de ses partenaires à l'Assemblée nationale est un enjeu primordial dans ce cadre. Les conditions de la réélection et du gain de députés communistes et du Front de Gauche, de la création d'un groupe portant le projet que nous aurons construit d'ici là doivent elles aussi être engagées.

D'ici là, d'autres échéances électorales compteront et pèseront dans les rapports des forces sociaux et politiques. Les cantonales en mars 2011, où 108 conseillers généraux communistes sont renouvelables et les élections sénatoriales de septembre 2011, où 19 sénateurs sur les 24 de notre groupe sont renouvelables, vont compter.

La réélection de nos sortants, le gain de nouveaux élus communistes ou de nos partenaires doivent être des objectifs dans un contexte où de nouveaux départements, ainsi que le sénat peuvent basculer à gauche.

B/ Où en est-on de notre démarche de Front et quels pourraient être les objectifs de la nouvelle phase ?

C'est déjà pour riposter à la politique réactionnaire de la droite et relever ce défi de l'alternative à gauche que lors de notre dernier congrès nous avons décidé d'engager une démarche politique nouvelle en rupture avec des conceptions et des pratiques politiques qui ne nous avaient pas permis de résister à la vague néolibérale de la fin du XXème siècle.

La décision de notre 34ème congrès a été « d'organiser une construction populaire permanente, pour discuter, élaborer et porter des projets de changement jusqu'à leur réussite ; une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ; et la volonté continûment affichée d'inscrire ces constructions dans le cadre d'une transformation durable de la société et du monde. »

Cette démarche s'est traduite par la constitution du Front de gauche pour changer d'Europe pour l'élection de juin dernier, par l'organisation d'ateliers du projet à

l'automne, et enfin par la constitution pour les élections régionales de listes du Front de gauche élargi à d'autres forces politiques.

1/ Un nouveau chemin d'espoir à gauche.

L'évaluation détaillée de nos campagnes et des résultats des élections régionales est en cours dans tout le parti. Mais nous pouvons estimer que dans un contexte de crise exacerbée du capitalisme, avec une droite très déterminée et brutale au pouvoir, et le séisme politique que constituent les mouvements actuels à gauche, nous sommes parvenus à réinstaller dans le paysage un nouveau chemin d'espoir à gauche. Cela n'avait rien d'évident. C'est un acquis précieux et prometteur, qui valide à cette étape notre choix de choix de congrès.

La mise en oeuvre de ce choix suscite en même temps des débats et parfois même des contradictions entre partenaires du Front de gauche, y compris sur la conception de cette démarche. Il nous faut pousser l'évaluation de cette mise en oeuvre, et évaluer les problèmes rencontrés pour les dépasser.

2/Le défi de l'alternative reste entier

La gauche reste traversée par des mouvements très contradictoires. Les débats sur la crédibilité d'un projet de changement à gauche traversent notre peuple comme les formations politiques. L'émergence d'Europe écologie est récente et instable. Elle exprime une recherche très contradictoire de réponses nouvelles. Le NPA, présenté par certains il y a un an comme le pôle montant de la radicalité à gauche, s'est brisé sur son sectarisme et sa critique populiste des syndicats.

Le Parti socialiste est aujourd'hui dans une situation plus favorable que lors de son congrès. Martine Aubry veut relancer le leadership socialiste sur la gauche et cherche à stabiliser l'orientation du parti sur une ligne d'alliances à gauche, autour du thème de « la gauche solidaire ». Mais elle maintient toutes les contradictions entre des positions à gauche et l'absence de remise en cause sur les moyens du changement (Europe, gestion des entreprises, financement de la protection sociale...). Les contradictions internes sont loin d'avoir disparues comme le laisse présager le débat des primaires internes pour la présidentielle.

Dans ces conditions, aucun changement solide ne se construira sans l'émergence massive d'un rassemblement populaire à gauche de type nouveau.

3/ Travailler à ouvrir le chemin d'une nouvelle ambition à gauche

Le chemin réalisé avec le front de gauche ne représente donc que les premiers pas vers l'ambition qui nous anime et que les échéances de 2012 rehaussent. Si la tentation des alliances avec le Modem se trouve aujourd'hui mise à mal, les risques de voir notre démarche buter sur un seuil qui la marginaliserait à gauche, ou l'empêcherait de peser réellement sur les choix majoritaires restent importants. Un double écueil stratégique demeure devant nous : celui d'un enfermement dans une « autre gauche » qui ne nous permettrait pas de peser sur la recomposition politique de la gauche et celui d'une gauche dite « solidaire » où la solidarité se traduirait en fait par l'impossibilité de peser sur les orientations politiques du rassemblement.

Notre congrès doit donc identifier les limites actuelles du Front de gauche et se donner une feuille de route pour les dépasser afin construire une nouvelle étape de son développement, quantitativement et qualitativement supérieure.

Il ne s'agit pas seulement de poursuivre le Front en l'élargissant comme nous l'avons dit et tenté de le faire, plutôt avec succès d'ailleurs, après l'élection européenne.

Il nous faut construire un Front de gauche d'une nouvelle dimension, un Front social et intellectuel d'actions et de projets, un Front populaire pour une alternative à gauche, qui soit une force motrice de tout le mouvement populaire pour riposter aux projets sarkozystes de la deuxième moitié du quinquennat, construire un projet politique alternatif en rupture avec ces politiques, porter le plus loin possible ce projet dans les échéances électorales qui s'annoncent.

4/ Une nouvelle phase du Front de gauche, ça veut dire travailler à quoi ?

D'abord, le Front de gauche ne nous permet pas encore d'être identifiés comme les porteurs crédibles d'un projet de société répondant aux besoins et aux attentes des citoyens. Les femmes et les hommes qui soutiennent notre rassemblement le font aujourd'hui plus par volonté de donner une consistance idéologique à la gauche que par conviction que notre projet est celui que la gauche doit porter. Une première question nous est donc posée : **comment faire émerger les grands repères d'un projet populaire réellement transformateur ?**

Par ailleurs, le front que nous avons initié ne cristallise pour le moment qu'une partie très politisée de la société. Nous n'avons pas réussi, dans une période de mobilisation renouvelée, à faire que notre rassemblement politique apparaisse comme celui susceptible de répondre à la recherche d'alternative, qu'il s'agisse de celle des syndicalistes, des militants des quartiers populaires ou encore des intellectuels de gauche. Aussi, **comment créer les espaces d'engagement des acteurs des mouvements sociaux et citoyens dans le Front de gauche ?**

Une autre limite de notre démarche est notre incapacité actuelle à enrayer de façon conséquente les causes d'un divorce grandissant entre les milieux les plus populaires et l'intervention politique. Ce divorce s'est traduit par un niveau historique de l'abstention lors des dernières échéances électorales. C'est le témoin d'un doute profond dans la capacité de la politique et des organisations qui l'incarnent à être porteuses de sens et à être capable d'agir efficacement sur le réel. **Comment permettre aux milieux populaires de s'approprier le Front de gauche ?**

En lien avec ces deux dernières questions, il est essentiel de réfléchir aux pratiques du rassemblement pluraliste que nous tentons de développer. **Nous ne voulons pas faire travailler le Front de gauche comme un cartel, ni comme un nouveau parti, mais comme une démarche politique citoyenne et populaire ouverte.** Cela ne va pas de soi. C'est même unique dans le paysage politique. C'est une question qui doit elle aussi être travaillée.

5/ L'enjeu des transformations du Parti communiste français

Pour réussir nous avons besoin de déployer pleinement l'apport du Parti communiste dans notre stratégie de front. Nous sommes aujourd'hui la force militante majeure, sans les initiatives de laquelle le Front de gauche et sa démarche n'auraient pu exister. Nous voulons passer à une autre étape.

Ce n'est possible qu'en donnant sa pleine mesure aux transformations du PCF. Nous savons que le processus de combats, de rassemblements, de transformations et de ruptures que nous visons est par essence très contradictoire, et donc très exigeant. C'est pour cette raison que nous confirmons le choix du Parti communiste, un parti de luttes, qui unisse toutes celles et ceux qui veulent avancer ensemble sur ce chemin, qui porte une haute vision du projet de changement de société.

L'ambition de l'engagement communiste qui nous anime est à la fois immédiate et historique. Nous sommes des combattants du quotidien pour améliorer la condition humaine partout et chaque fois que c'est possible. Nous voulons ouvrir le plus vite possible dans notre pays, dès 2012 si possible, une nouvelle ère politique, sociale et démocratique. Et nous inscrivons ce combat dans une visée de longue haleine qui est le sens profond de notre engagement communiste : contribuer à ouvrir de nouveaux chemins au développement humain au XXIème siècle, pour qu'émerge une société d'émancipation humaine, une société débarrassée de toutes les exploitations, aliénations, dominations des êtres humains et de la nature qui marquent la crise actuelle.

Comment dans les conditions d'aujourd'hui, redonner sens au communisme et à un parti vivant pour le porter? Si pour réaliser cette ambition nous pouvons compter sur des atouts, nous n'en ignorons pas la difficulté.

C'est pour toutes ces raisons que nous choisissons de transformer le PCF, pour le rendre capable, dans les conditions d'aujourd'hui, de jouer son rôle et d'animer dans la durée l'ambition d'un rassemblement majoritaire. Les transformations concernent pour cela tout autant le sens et l'ambition de notre projet politique, que la vie de notre organisation, ses rapports à l'ensemble de la société.

C/ Quelles décisions d'initiatives et d'actions pour l'année à venir ?

Ce relevé de décisions destiné par définition à être enrichi pourrait au minimum comprendre :

1. Les initiatives nécessaires à faire grandir les repères d'une politique transformatrice.

Nous pourrions prendre des initiatives à trois niveaux :

- **des grandes campagnes politiques d'actions et de projets**, qui tout en étant des fronts de riposte au gouvernement nous permettent de co-élaborer avec les citoyens et les salariés en lutte, les grandes réformes que mettraient

en œuvre une majorité de changement. La première de ces campagnes est évidemment celle que nous menons actuellement pour les retraites. Notre congrès pourrait décider de nous engager dans d'autres campagnes.

- **le lancement de trois ateliers nationaux de notre parti sur le projet**, à partir des axes de transformation définis à notre congrès : nouveau mode de développement, démocratie et institutions, Europe et monde. Ils se mèneraient dans la durée de l'automne 2010 à juin 2011, seraient rythmés par des rencontres nationales d'ampleur sur des thèmes de travail à prioriser dans chacun de ces thèmes.
 - **le travail sur une plateforme partagée du Front de gauche**, sous la forme d'assises ou toutes autres formes à discuter avec nos partenaires et dans la société. Cela devrait aller de pair avec le fait d'informer toutes les forces de gauche de notre disponibilité pour participer à toute initiative permettant de débattre d'un projet de changement.
- 2. Des propositions pour créer les espaces d'engagement des acteurs des mouvements sociaux et citoyens dans le Front de gauche afin de reconquérir l'engagement politique dans le monde du travail et les quartiers populaires.**

Une disponibilité nouvelle existe aujourd'hui du mouvement social.

Cette disponibilité concerne à la fois des syndicalistes, des militants des quartiers populaires et des intellectuels de gauche.

Nous pourrions donc, nous adresser publiquement à ces interlocuteurs, développer nos liens avec eux. De nombreuses auditions de personnalités représentatives de ces trois publics pourraient nous permettre d'échanger sur les grands repères d'une politique transformatrice et de mieux appréhender la façon de rassembler une majorité autour de ces repères.

Il s'agirait alors, s'appuyant sur notre capacité militante et sur l'ensemble des forces syndicales et associatives intéressées par une telle démarche, de co-organiser à l'échelle du pays des centaines d'initiatives de proximité en direction du monde du travail et des quartiers populaires pour, en lien avec les luttes et les attentes des acteurs locaux, mettre en débat un projet de changement. Il nous faut identifier les dispositifs organisationnels à prendre, notamment au sein de notre parti, pour créer une immense dynamique militante en ce sens.

- 3. Les conditions de mise en débat de notre engagement sur les échéances électorales à venir.**

En lien avec nos objectifs politiques, notamment pour 2012, le congrès devra

préciser nos méthodes et nos calendriers de travail jusqu'au congrès de 2011 sur les échéances à venir.